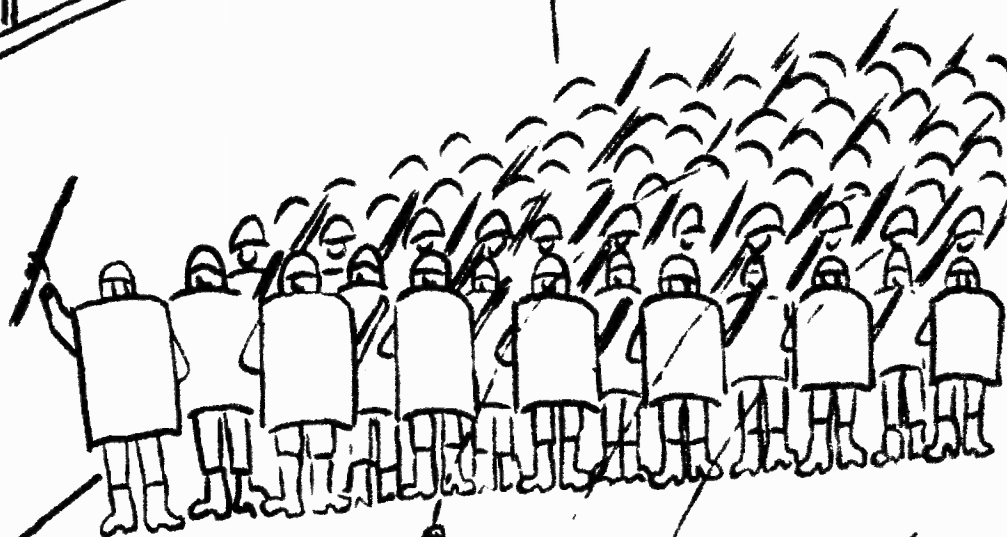


**ADRESSE
POSTALE :**



**B.P. 208
4000 LIEGE 1**



liaisons

[Ed. resp.: J. De Smet
17, rue de la Commune, Bruxelles
(Pas de correspondance, s. v. p.)]



PERIODIQUE
MENSUEL

OCTOBRE 1973

10

FRANCS

- SALÉE	1
- QUAND LES PATRONS DONNENT DES LEÇONS AUX SYNDICATS	5
- DE L'USAGE CONSCIENT OU NON, DE CERTAINES FORMES DE LUTTES PROPRES À LA CLASSE OUVRIÈRE PAR DES TENANTS AVOUÉS OU NON DE L'UNE OU L'AUTRE FORME D'EXPLOITATION CAPITALISTE	6
1- Les work-ins et le droit au travail	6
2- La grève des employés de Cockerill-Ougrée. Fin 1971	9
+- Quelques conclusions tirées par un camarade	11
- SI ÇA POUVAIT ARRIVER PLUS SOUVENT !	14
- LA SÉRIE CONTINUE : DEFRAITEUR	15
- CHILI	16
- GRAND RÉFÉRENDUM "LIAISONS"	18
- LIP	21
- GRÈVES ./: Cockerill, Mines, F.N.	25
- OÙ NOTRE ACTION SE SITUE	30

QUI ÉCRIT LIAISONS

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec nous, envoyer un article ou aider à en rédiger un.

LES INFORMATIONS : nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne.

COLLABORER À LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement, ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une chapelle politique.

Pour que Liaisons soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux ; à la demande de tout camarade, nous pouvons contribuer à mettre sur pied des réunions de contact.

Nous pouvons publier des articles en n'importe quelle langue, s'ils sont accompagnés d'une traduction. Nous demandons seulement, pour que ce travail soit utile, que ce soit en flamand ou dans une langue parlée par des travailleurs immigrés, et que le camarade qui écrit l'article assure une certaine diffusion du numéro où il paraît. Les camarades qui en font la demande peuvent recevoir 10, 20... exemplaires pour la diffusion.

Tous les textes publiés dans LIAISONS doivent être discutés. Nous recevons avec plaisir toute critique, objection, observation, concernant les textes publiés.

ADRESSE POSTALE : S. WAUTY, Boîte Postale 208, 4000 LIEGE 1

Abonnement pour 12 numéros : 100 francs. Étranger : 150 francs. Le numéro : 10 francs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu.

Les numéros 3,7,8,11,12,14,17,18,20,21 sont encore disponibles.

Nombre de gens ont dû être étonnés, le dimanche 9 septembre, en écoutant la radio : le personnel de la firme liégeoise SALÉE lançait un ultimatum au Premier Ministre, au ministre des Finances et à celui des Affaires Économiques ; il menaçait de faire sauter le quartier où la firme a son siège ou tout autre quartier de Liège si les trois ministres n'acceptaient pas de participer, le lundi suivant, à une rencontre visant à "régler définitivement le problème des subsides de l'Etat à l'entreprise."

Quelle est l'histoire qui précède ce communiqué "explosif" ? Salée, qui produit du matériel électrique, était, jusqu'au 23 mai dernier, une petite entreprise qui occupait 80 personnes en tout. Il s'agissait d'une gestion du type "grande famille", ouvriers bien payés, direction "bon papa". Mais ce "bon papa" s'est laissé entraîner dans une affaire dangereuse qui l'a mené à la faillite : une autre firme, la SYNCOMATIC, dont le P.D.G. était le président du P.L.P. Descamps, lui proposa de devenir son sous-traitant pour la construction de tables à repasser industrielles. Salée s'empressa d'accepter (se fiant sans doute au nom du P.D.G. de Syncomatic, et agissant également avec beaucoup de témérité, vu ses possibilités), et commença à mettre au point le nouveau matériel, à aménager de nouveaux locaux, etc...; elle livra même les premières tables à repasser à Syncomatic. Mais cette dernière ne fut pas passée de régler ses dettes ; mieux : elle fit faillite en juin 72.

En conséquence, couverte de dettes, Salée aussi s'approchait de la fin : elle survécut encore un an, en essayant de mettre au point les nouvelles installations et d'écouler le produit ; mais l'argent faisait défaut et, malgré des tentatives variées de résoudre la situation, la faillite fut déclarée le 22 mai dernier.

Tout le personnel fut licencié et reclassé dans des entreprises concurrentes ; mais voilà que le curateur Systeman décide de poursuivre les activités commerciales et, quelques jours après la faillite, il rengage 45 personnes, dont une partie de l'ancien personnel.

Jusqu'au jour de l'ultimatum, on assiste à une longue suite de demandes de subsides au ministère de l'Économie régionale, de tentatives de trouver de nouveaux débouchés à l'étranger pour la vente des tables à repasser ; cette période est jalonnée d'initiatives "publicitaires" quelque peu insolites, comme l'occupation de l'entreprise le 30 mai et les barricades dressées sur la rue le même jour, l'incendie d'un barrage de vieux pneus sur une artère

S
A
L
É
E

de circulation voisine, en pleine heure de pointe matinale, ainsi que la séquestration d'un échevin liégeois (nous y reviendrons). Le 3 septembre, à la suite d'une dernière réunion infructueuse au cabinet du ministre de l'Économie régionale, le curateur annonce aux employés qu'il est contraint de leur demander la suspension des opérations commerciales.

Le personnel se refuse à céder et se déclare décidé à poursuivre les activités de la firme. Finalement, la demande d'une rencontre avec le Premier Ministre, le ministre des Finances et celui des Affaires Économiques ne provoquant aucune réaction, les gens de Salée décident de faire du bruit avec le fameux communiqué. Ce geste est payant à tel point que Leburton lui-même se déplace à Liège pour rencontrer les délégués du personnel, et promet de s'occuper activement de trouver "la solution la plus efficace pour réaliser une véritable restructuration de l'entreprise", sans toutefois que cela coûte "des dizaines de millions" à la collectivité.

LE SENS D'UNE ACTION

De prime abord, l'affaire Salée pourrait paraître semblable aux nombreuses autres luttes ouvrières qui visent au maintien de l'emploi, avec toutes les implications que comporte ce genre de luttes ; entre autres : peu de frais immédiats pour le capitalisme, mais (parfois), prise de conscience des travailleurs de leur capacité d'autogestion. Mais, dans ce cas-ci, nous nous trouvons face à une situation particulière.

Dans le bref exposé qui précède, on a souvent parlé du "personnel" de chez Salée. En effet, dans cette histoire, toutes les démarches, toutes les actions ont été faites en son nom. Or, on a vite fait de se rendre compte que les meneurs du jeu, loin d'être les ouvriers de l'entreprise, font en réalité partie de la direction.

D'abord et surtout, il y a le fait que jamais les flics ne sont intervenus. Si le mouvement avait été le fait des ouvriers, on n'aurait pas attendu qu'ils occupent l'entreprise, qu'ils dépaient la rue, qu'ils dressent des barricades, qu'ils y mettent le feu, qu'ils séquestrent une "grosse légume", pour lancer contre eux toutes les forces de répression possibles et imaginables. Les exemples ne manquent pas dans l'histoire récente.

OCCUPATIONS D'USINES - DÉFENSE DE L'EMPLOI - Ce que cela implique

Voir LIAISONS n°15 (Débat sur les occupations)

LIAISONS n°3 (Lefte-Dinant)

LIAISONS n°16 (Fakenham)

Ensuite, la C.S.C., qui râle sec parce que tous ses délégués ont été exclus du rembauchage par le curateur - et peut-être aussi parce qu'elle aurait voulu être à la tête d'une telle action -, la C.S.C. dénonce cette "occupation-bidon" dans laquelle les travailleurs n'ont rien à voir. Dans La Cité

du 11 septembre, on trouve l'affirmation que sur les barricades du 30 mai, il n'y avait que les cadres de l'entreprise (pendant ce temps-là, les ouvriers travaillaient !) ; on y trouve aussi la composition d'une délégation de 18 personnes qui se rendit à l'Hôtel de Ville de Liège, et qui comprenait le directeur, 12 cadres et 2 ouvriers. Les autres initiatives (séquestration de l'échevin -qui, paraît-il, était consentant -, ultimatum, etc...) seraient aussi l'oeuvre de la direction.

Loin de nous l'idée de faire confiance dans n'importe quel cas à un organe syndical, mais cette fois-ci, il semble qu'on puisse le croire. En premier lieu parce que s'il s'agissait vraiment d'une lutte ouvrière en-dehors des syndicats, la C.S.C. n'aurait pas pris la peine de faire autant de bruit à son sujet ; deuxièmement, parce que des camarades ont eu une entrevue avec le fameux directeur (l'ex-comptable d'avant la faillite), et que cette entrevue vient confirmer la version de la C.S.C. (à nous maintenant de tirer des conclusions qui ne soient pas une invitation à faire confiance aux syndicats).

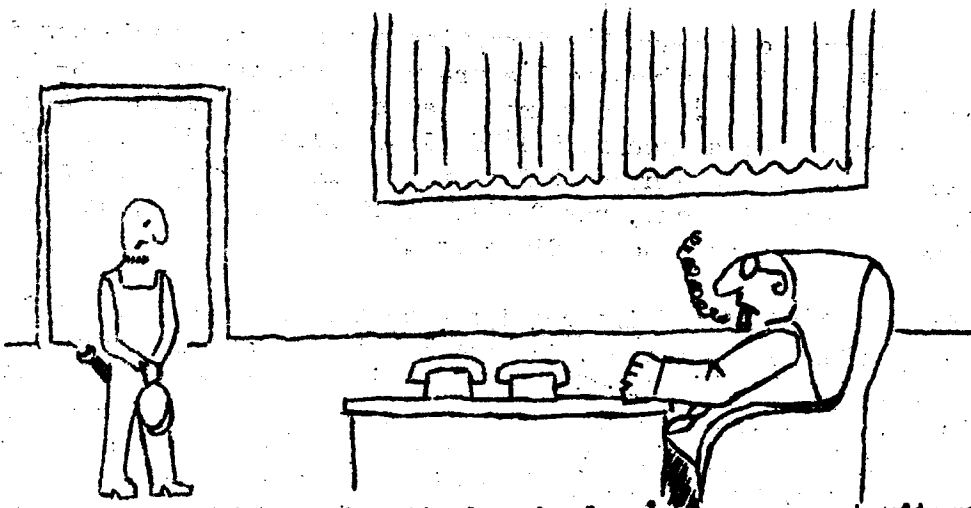
En effet, ce jeune directeur-intérimaire, après avoir exposé brièvement l'histoire de Salée et sa situation actuelle, sans oublier de souligner qu'il y aurait une possibilité de créer 50 emplois nouveaux dans la firme si l'État se décidait à accorder les subsides demandés, explique candidement que rien n'a changé chez Salée ; les braves ouvriers travaillent exactement comme auparavant sans le moins du monde remettre en question l'organisation et la distribution de leur travail, les horaires, les cadences, etc. Bref, ils ne veulent que changer de patron. Il est encore moins question de discuter des salaires, si ce n'est pour constater les difficultés que l'entreprise rencontre dans leur paiement, étant donné qu'elle livre de 85 à 90% de la marchandise à l'étranger et qu'il faut attendre longtemps avant qu'elle ne soit payée. Personne n'a songé à critiquer le système de rétribution, ni à vouloir le transférer des mains de la direction à celles des travailleurs.

Des assemblées ont lieu, apparemment tous les jours, mais, aux dires du "directeur", rien n'a changé dans l'attitude des gens vis à vis de leur travail ; on ne discute que de "questions techniques", de comment faire marcher la baraque ou attirer l'attention des autorités. Encore faudrait-il savoir qui participe exactement à ces assemblées...

Si les autres cadres de Salée ressemblent à son directeur, rien d'étonnant à ce que ce soient eux les meneurs du jeu : jeunesse, un peu de témérité, et l'on a vite fait de se transformer en révolutionnaires, comme c'est la mode depuis quelque temps parmi les P.D.G. à la page et à court de monnaie (voir les articles qui suivent).

Et les ouvriers, eux... ils travaillent ! D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que seule une partie d'entre eux a été réengagée après la faillite et qu'on a embauché des nouveaux ; on a dû faire son choix à ce moment-là, et laisser de côté les éléments "dangereux"...

C'est un peu d'histoire... ..



Ecoutez, mon vieux, si cette barricade n'est pas construite par
5 heures, je diminue de moitié les primes de fin d'année...

Ce qui prouve aussi que la direction et les cadres ont agi "dans le vent", c'est le fait qu'ils comparent leur action à celle des ouvriers de chez LIP. Or, la seule ressemblance entre ces deux expériences, c'est leur début : une faillite provoquée par des erreurs de gestion. Salée, en voulant se transformer d'installatrice en productrice et vendeuse, a fait le pas plus long que la jambe ; Lip, par sa gestion folklorique, s'est enfoncée elle-même dans le pétrin. Pour le reste, il faut noter que chez Lip, la C.F.D.T. a donné tout son soutien au mouvement, ce qui lui permettait de faire du battage autour de son thème préféré : l'"autogestion" (ce que la F.G.T.B. nationale appelle "contrôle ouvrier") ; inutile de souligner que cette "autogestion", telle qu'une organisation syndicale peut l'entendre, ce ne serait qu'un moyen de moderniser l'exploitation des travailleurs en les faisant "participer" à la gestion de l'entreprise d'une façon qui ne changerait pas du tout leur condition de salariés, mais qui leur donnerait l'impression de compter pour quelque chose dans la vie sociale. Ceci afin qu'ils soient bien contents et qu'ils ne bougent pas trop. La remise en marche de l'entreprise vise surtout à servir les intérêts politiques et réformistes du syndicat.

Chez Salée, par contre, toutes ces subtilités n'y sont apparemment pour rien. Il ne s'agit que de patrons, ou plutôt de technocrates malins qui veulent des sous, en exploitant d'une façon intelligente l'ambiance créée par les luttes les plus récentes de la classe ouvrière ; mais il faut bien souligner qu'il leur serait impossible d'agir de la sorte si les travailleurs de l'entreprise n'avaient aussi une bonne raison - la défense de leur emploi - pour les appuyer.

Que peut-on en conclure ?

On peut dire, d'un côté, que la classe dominante trouve des moyens de plus en plus modernes et raffinés (même s'il s'agit encore, pour le moment, de quelques cas isolés) pour récupérer ou maintenir son pouvoir ; ces moyens modernes, ce sont l'adoption et l'exploitation de formes de luttes propres à la classe ouvrière : de ce fait, cette "récupération" est d'autant plus dangereuse qu'elle augmente la confusion dans l'esprit des travailleurs.

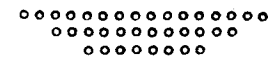
D'un autre côté, on peut constater encore une fois que les méthodes de lutte des ouvriers ont une influence certaine sur la classe dominante. On constate aussi que cette influence a évolué dans les derniers temps : il y a quelques dizaines d'années, la réaction du capitalisme à la lutte ouvrière, c'était le lock-out, le licenciement, etc... ; maintenant, le capitalisme se met sur le même plan que son ennemi, il lui renvoie la balle. Encore une occasion donc, de constater l'évolution de la lutte des classes et les nombreuses influences réciproques et inter-relations que la pratique des classes antagonistes nous dévoile.

Sans vouloir faire la leçon, on voudrait quand même, pour en finir, souligner la nouvelle attitude de certaines franges de la classe dominante, afin de pouvoir déceler les mystifications futures, et afin peut-être de trouver, dans la pratique, les moyens d'y riposter.

QUAND LES PATRONS DONNENT DES LEÇONS AUX SYNDICATS

Ce que des années de déclarations d'intentions, de belles promesses entre syndicats des divers pays européens n'avaient pu réaliser à ce jour, c'est au patronat qu'il appartenait, une fois de plus, d'en mettre la réalisation en oeuvre. La société GLAVERBEL - MECANIVER, consciente de ce que des intérêts capitalistes bien compris réclament une organisation syndicale efficace (entendez à maintenir la paix sociale), cette société multinationale vient donc en effet de mettre sur pied une rencontre avec les syndicalistes des entreprises qu'elle possède dans six pays d'Europe (France, Belgique, R.F.A., Autriche, Italie et Pays-Bas). On nous dit même que "syndicalistes et dirigeants ont convenu de discuter un protocole pour une négociation permanente sur la politique d'investissements du groupe". Et qui fera les frais de l'opération ? Les 30.000 ouvriers qui travaillent pour Glaverbel bien entendu...

Si quelqu'un pouvait encore en douter, ceci prouverait à suffisance que les syndicats ne diffèrent guère d'un pays à l'autre : toujours prêts à servir les intérêts patronaux, mais aussi de plus en plus dépendants, en ce qui concerne leur fonctionnement, leurs décisions, des nécessités du grand capital.



DE L'USAGE CONSCIENT OU NON, DE CERTAINES FORMES DE LUTTES PROPRES À LA
 CLASSE OUVRIÈRE PAR DES TENANTS AVOUÉS OU NON DE L'UNE OU L'AUTRE FORME
 D'EXPLOITATION CAPITALISTE.

1.

Les work-ins et le droit au travail

(traduit de Solidarity, vol.7, n°5)

Le 24 décembre 1972, le journaliste du Sunday Times spécialisé dans les problèmes du travail écrivait : "Si 1971 fut l'année où naquit le "work-in", 1972 a été l'année où le work-in a réellement fonctionné (*). De sorte qu'il paraît sensé d'affirmer, maintenant que le procédé est devenu digne de foi et quasiment "comme-il-faut", que les douze prochains mois amèneront des occupations d'usines sur une échelle bien plus large encore."

Lorsque la presse capitaliste peut se permettre de contempler dans l'alégresse l'activité accrue de travailleurs prenant en mains, ne fût-ce que momentanément, les moyens de production, il est évident qu'il y a quelque chose, quelque part, qui va tout à fait de travers. Ainsi que l'indique sans ambage la situation ci-dessus, 1972 a vu la "victoire" de work-ins du genre U.C.S. sur les occupations sur le tas de type traditionnel. Une "victoire" en termes de prédominance en tant que forme d'action, cela s'entend. Je n'ai pas l'intention d'analyser les avantages de cette forme-ci sur celle-là ; cela a déjà été fait ailleurs (**). Je voudrais au contraire attirer l'attention sur la manière dont cette forme de lutte (avec le slogan qui y est accolé : le "droit au travail"), est devenue, au cours des 6 derniers mois, étroitement liée à un nouveau développement : les work-ins dirigés par la direction de l'usine. Ici, dans le nord (***) , il y a au moins deux cas d'"occupation" de ce genre, qui illustrent ce que je veux dire.

Chez Transtec Engineering, nous fûmes invités, par un coup de téléphone anonyme à un camarade de Londres, à venir constater l'"occupation" nous-mêmes, de visu, dans un endroit appelé Craghead (dans le comté de Durham). Après avoir convenu au téléphone d'un rendez-vous avec un ouvrier, nous nous rendîmes à l'usine (qui se trouve à l'emplacement du lavoir d'une mine et doit encore s'étendre) où nous découvrîmes, non seulement que notre contact était le contremaître, mais encore que l'occupation avait été organisée par la direction ! Le fin fond de l'histoire, c'était que le directeur général, un nommé Derek Russel, et un associé avaient monté l'entreprise trois mois aupa-

* Par ce terme, l'anglais entend l'occupation d'une usine avec remise en marche de la production, en principe par les ouvriers eux-mêmes. Il est ici question du work-in des chantiers navals de la Clyde, relaté et analysé par les camarades de Solidarity et traduit dans le numéro 15 de Liaisons.

** Voir Liaisons n°15.

*** L'auteur de l'article est de Newcastle-upon-Tyne.

ravant seulement, avec un capital limité, mais dans l'espérance de se voir attribuer une aide au développement de la part du COSIRA (Conseil pour la Petite Industrie dans les Zones Rurales) et de la part du Conseil Régional. Ils avaient fait breveter deux inventions : une porte de navire, et un genre d'élevateur destiné à charger des conteneurs, pour lequel ils ont reçu un grand nombre de commandes, en particulier de R.F. A. Néanmoins, il y eut un retard dans la subvention du Conseil Régional, et la firme eut quelques jours de retard dans le remboursement d'un prêt au COSIRA ; tant et si bien que le COSIRA fit intervenir un liquidateur.

Étant un type plein d'esprit d'initiative, Russel raconta l'affaire aux ouvriers et leur déclara qu'il leur fallait tous ensemble se battre pour le "droit au travail". Il se fit l'avocat d'une "occupation" qui serait dirigée par lui-même, le contremaître et un autre ouvrier (un ami du contremaître). Les quelque 30 ouvriers, tous originaires de Craghead même (contrairement au comité d'occupation qui s'était mis en place de son propre chef), et quasiment tous d'anciens mineurs en chômage avant la venue de Russel dans la région, ces travailleurs apportèrent donc leur soutien à la suggestion de la direction. C'était en octobre.

LE CAPITALISME
EST LE MÊME
SOUS TOUS
LES CIEUX

Depuis cette époque, les seuls événements neufs furent que l'on refusa leurs allocations de chômage aux ouvriers, l'Office de l'Emploi affirmant que, du fait de leur participation au work-in, ils se rendaient indisponibles sur le marché du travail ; par ailleurs, si nous, pour des raisons évidentes, nous avons refusé de nous laisser entraîner dans cette histoire, nous avons appris depuis lors que le comité de shop-stewards d'U.C.S. - en d'autres termes Jimmy Airie (*) - a décidé d'envoyer quelqu'un pour "voir comment ils peuvent nous conseiller et nous aider" (Russel dit, dans le Newcastle Evening Chronicle du 20 novembre 1972). Le député travailliste local, David Watkins, qui "fut frappé par le sérieux des travailleurs de Transtec", leur a également "promis son soutien". Il est très probable que, comme nous, la seule chose "révolutionnaire" qu'il ait trouvé

TOUS LES MOYENS
LUI SONT BONS, DE WASHINGTON À PÉKIN

révolutionnaire chez Transtec, c'est la machine à charger les conteneurs qu'ils ont mise au point.

La description de cette "occupation" contient quasiment sa propre analyse. Les thuriféraires du "contrôle ouvrier" (ce terme étant entendu comme l'opposé de l'autogestion ouvrière de la production), une direction "éclairée",

* Voir Liaisons n°15.

la "gauche" travailliste et le parti communiste se retrouvent unis pour proclamer le "droit" du travailleur à continuer à travailler, soumis à la même exploitation et à la même domination. Ce genre de lutte, comme dans le cas de l'U.C.S., ne sert qu'à mystifier les gens un peu plus, et le vrai problème - à qui appartiendront les moyens de production et qui va les gérer - n'est jamais soulevé.

Cette lutte a connu une copie presque exacte chez Sealand Hovercraft (à Milom, dans le Cumberland), où un work-in de 81 ouvriers prit fin juste avant Noël, lorsque d'autres secteurs du monde capitaliste (en l'occurrence Vickers) promirent un soutien financier à la firme. Comme l'écrivait M.F., dans Solidarity (vol.7, n°2), "la tactique de l'occupation n'est certainement pas une panacée", quoique le danger chez Transtec et chez Sealand ne résidât pas dans une manipulation bureaucratique des travailleurs par leurs soi-disant représentants, mais bien dans le fait qu'il est possible que des occupations aident le capitalisme à résoudre ses problèmes au niveau des rapports d'autorité.

Si le fait est que Transtec et Sealand ne sont que de petites entreprises, et qu'il est douteux que la direction de grandes entreprises puisse utiliser une telle démarche ou soit même tentée de le faire, il est d'autres manières pour le

usage des
tre usine
Stibbes
pour l'in-
tile), 80

**A MOUS DE NE PAS
LE LAISSER FAIRE !**

capitalisme de faire
work-ins. Dans une au-
de Durham,
(outillage
industrie tex-
des 300 ou-

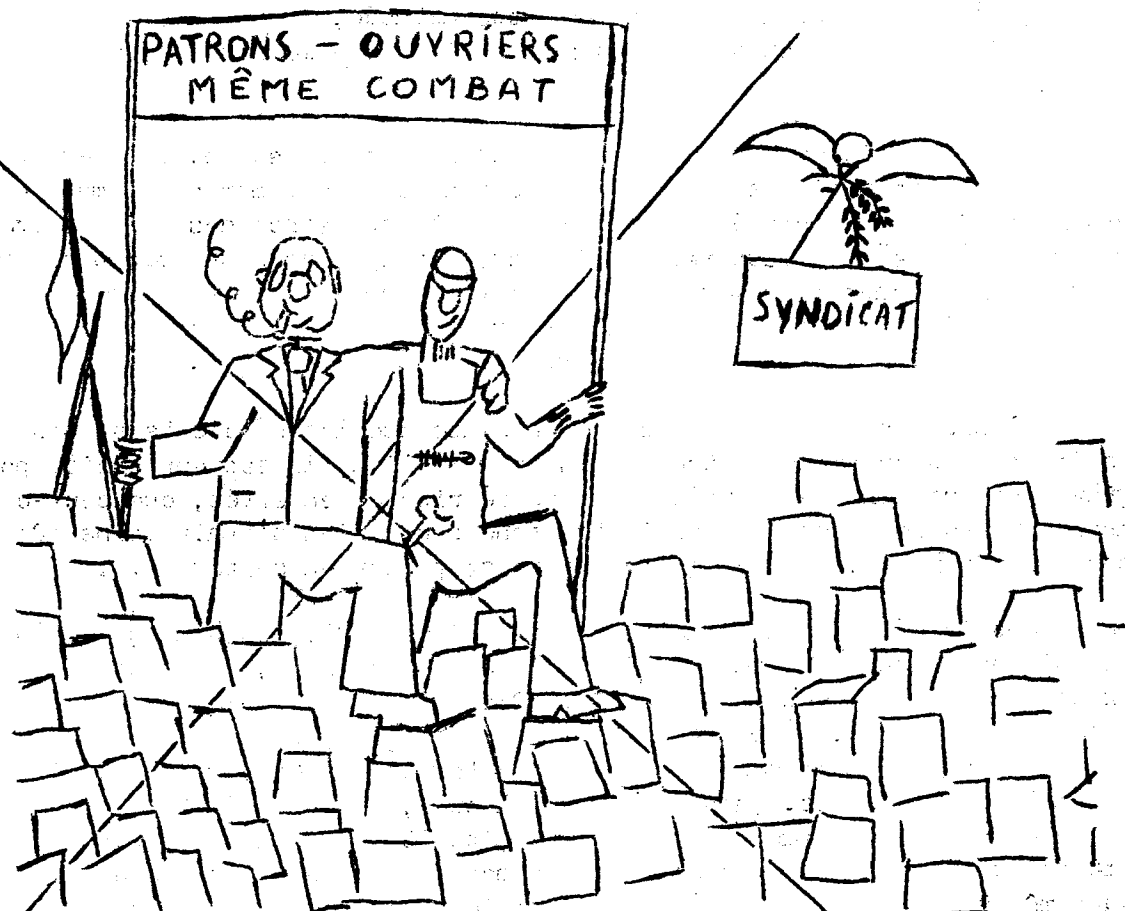
vriers ont mené une occupation sur le tas très dure contre leur licenciement; cette action a duré 5 mois, et s'est achevée peu avant Noël. Elle fut saluée par la presse locale et par certains "militants" comme une victoire. Mais quel a été le contenu de cette victoire ? La firme a "cédé en prêt" l'usine, plus 3000 livres (*) à 14 des occupants seulement, lesquels sont - selon leur propre expression - les "directeurs" d'une nouvelle entreprise. Stibbes leur a promis 10.000 livres de commandes pour les trois mois suivants. Par conséquent, une occupation active en vue d'empêcher que l'on sorte les machines de l'usine s'est transformée en un work-in qui a résolu tous les problèmes de la société. Leur usine, qui tournait à perte, a été rationalisée avec, au passage, une vengeance (10% seulement de la force de travail y a retrouvé un emploi). L'effort engagé par les ouvriers devrait permettre à la firme de faire de la publicité pour la vente de son usine. Jusqu'à présent, selon le P.D.G. de Stibbes, Henry Pasley-Tyler, "le problème (a été) que nous avons eu de grandes difficultés à vendre l'usine. Le présent exercice montrera au moins qu'il y a ici une unité de travail sur laquelle on peut bâtir quelque chose." (Evening Standard du 8 décembre). Faut-il encore ajouter quelque chose ?

La leçon de ces occupations, pour nous, c'est que chaque lutte doit être analysée rigoureusement en termes de contribution à l'autonomie et à la confiance en soi de la classe ouvrière. Il ne suffit pas d'applaudir cette forme, sinon nous pourrions bien échouer dans le même cul-de-sac historique qu'une génération antérieure qui loua sans esprit critique la forme du syndicalisme sans en analyser le contenu. En fin de compte, l'affaire de chez Stibbes (tout comme (***))

* A l'époque, une livre sterling valait environ 100 FB.

** Voir LIAISONS n°16.

l'occupation de Fakenham) qu'il ne peut jamais y avoir, selon nous, une fin "heureuse" à une occupation tant qu'elle laisse inchangés la propriété et la gestion des moyens de production dans la société considérée dans son ensemble.



2.

La grève des employés de
Cockerill-Ougrée. Fin 1971.

A l'époque de cette grève, nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler dans Liaisons. Nous pensons que c'est aujourd'hui le moment de revenir sur ce sujet, car, là aussi, le patronat a repris à son compte la lutte ouvrière. On peut aussi mettre au même dossier la grève du secteur pétrolier de janvier de cette année (voir Liaisons n°19).

Dans le cours de la crise internationale (surtout monétaire) qui marque la fin de 1971, la sidérurgie belge se trouve dans une situation peu avantageuse sur le marché mondial. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'est pas très compétitive...

Aussi les dirigeants de cette sidérurgie vont-ils trouver un excellent moyen de remonter le courant à peu de frais. Une grève dans le secteur, c'est pour eux la façon la plus simple de faire remonter le prix de l'acier sur le marché international et de remettre ainsi les prix belges au niveau de la concurrence ; l'autre avantage suprême de cette méthode, c'est que, pendant la période envisagée, les coûts salariaux sont réduits à leur plus simple expression.

Une fois la chose décidée, le tout est de la mettre en oeuvre. S'il est difficile de déterminer si les patrons et les syndicats ont marché la main dans la main, ou si ceux-ci ont été forcés par l'intransigeance des premiers à une action "dure", il faut reconnaître que les syndicats ont mis une étrange volonté à déclencher un mouvement d'une très grande ampleur, alors que, par exemple, ils ne faisaient rien, absolument rien, pour étendre un mouvement qui traînait en longueur dans un secteur isolé de la F.N.

Tout tend à prouver que c'est avec complaisance que les syndicats se sont faits les agents du projet patronal. En premier lieu, le secteur choisi pour la grève, ce fut celui des employés ; pas de risque, en effet, que ceux-ci débordent les directives des syndicats, tandis que rien n'était moins sûr de la part des ouvriers. Voir ce qui vient de se passer en septembre...

Et puis, dès le début du mouvement, c'est-à-dire au 2^{ème} ou 3^{ème} jour d'une grève qui devait durer 5 semaines à partir du 15 novembre, les hauts-fourneaux sont mis en veilleuse ; on éteint même des fours à coke, ce qui ne s'était pas vu en 60-61 ! D'après certains ouvriers, la production pouvait encore très bien continuer pendant pas mal de temps sans être gênée par l'arrêt de travail des appointés. Quant aux fours à coke, on avait de tout temps répété aux ouvriers que leur extinction constituait un dommage irréparable ; ces mêmes ouvriers savaient aussi parfaitement bien que s'ils s'étaient d'aventure mêlés de les laisser s'éteindre de leur propre chef, ils se seraient vu réquisitionner sur le champ en vertu des lois anti-grèves ! Certaines choses sont décidément étranges...

Ce n'est pas tout. Il est un secteur de Cockerill, en règle générale assez comatif, dont la production n'est pas directement liée à celle de l'acier brut : la Construction mécanique. Et pourtant, les 2000 ouvriers de ce secteur auraient plutôt envie de se joindre au mouvement des 6000 appointés

(à ce moment déjà, les quelque 19.000 autres salariés de l'entreprise sont tous en chômage technique, ce qui signifie que les caisses de l'ONEM paient le plus gros de leur salaire, et les syndicats le reste.) Que vont faire les syndicats, comme par hasard, sinon faire des pieds et des mains pour éviter que ce secteur ne débraie ? Il faut dire que le marché de la construction métallique ne se porte pas trop mal, à l'époque.

Dernier petit détail, qui ne manque pas de piquant : le prétexte invoqué pour le déclenchement de cette grève, c'est un problème d'équivalence des salaires entre les employés des deux parties de la boîte, Cockerill-Ougrée et Espérance-Longdoz, qui ont fusionné en juin 1969. Or, en juillet 1971,

UN PEU
D'HISTOIRE
ANCIENNE,
C'EST PAS
INUTILE...

plusieurs secteurs ouvriers avaient fait des arrêts de travail sauvages sur le même thème ; ces débordements avaient été aussitôt étouffés par des syndicats vigilants.

Alors ? Pour les ouvriers, le bilan est complètement négatif ; on voit mal en quoi une telle action peut directement ou indirectement contribuer à l'autonomie ouvrière. On voit par contre très distinctement son apport à la mystification généralisée, et les employés ne seront pas les derniers à croire à la combativité des syndicats.

Ce qui est encore plus clair, c'est l'immense profit que le patronat aura tiré de l'opération. Les bastions de la presse bourgeoise que sont Le Soir, La Libre Belgique et L'Écho de la Bourse n'auront même pas la décence d'attendre la reprise du travail pour clamer leur satisfaction de voir les prix de l'acier remonter sur le marché. A titre d'indication, et si l'on sait que la part occupée par Cockerill est loin d'être négligeable (8ème producteur européen en 1970), voici quelques chiffres qui concernent la sidérurgie belge dans son ensemble (où la part de Sidmar, Hainaut-Sambre et Clabecq est en-deça de celle de Cockerill) : la production belge d'acier-lingots se chiffre à 1.115.000 tonnes en septembre 1971, à 1.823.000 tonnes pour les deux mois d'octobre et de novembre, à 769.000 tonnes en décembre, pour remonter 1.133.000 tonnes en janvier 1972. Traduits en indices généraux I.N.S. (1963 = 100), cela donne : septembre - 170,2 ; octobre - 156,9 ; novembre - 124,5 ; décembre - 117,2 ; et janvier 72 - 170,8. Est-il besoin d'autres preuves ?



Quelques conclusions tirées par

Un camarade

Les faits qui précèdent parlent suffisamment d'eux-mêmes. Je ne veux pas "tirer des leçons", et encore moins dégager des règles à suivre par la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme. Il faut cependant noter que ces divers événements viennent renforcer le vieil adage : "l'habit ne fait pas le moine" ; traduit en langage contemporain et prolétarien, l'occupation et la grève ne font pas l'autonomie ouvrière. Comme le disait le camarade de Newcastle, reprenant une citation de Solidarity, "la tactique de l'occupation n'est pas une panacée", et on pourrait ajouter pour compléter le dernier paragraphe de son article, qu'aucune forme de lutte ouvrière, si avancée puisse-t-elle paraître, ne peut être placée sur un piédestal indépendamment du contexte où elle se déroule.

Il est évident que, dans certaines conditions soigneusement choisies et mises à profit, certains capitalistes individuels, des franges entières (au niveau régional, national ou international) du capitalisme, des représentants attitrés de ce dernier (État ou syndicats), et même des couches sociales ou des intérêts dont l'existence marque un recul par rapport aux

réalités du capitalisme moderniste, que tous ces groupes donc n'hésitent pas à se servir de la classe ouvrière et des moyens de lutte qui lui sont traditionnellement propres pour arriver à des fins qui sont en absolue contradiction avec les intérêts ouvriers. Cette démarche n'est pas uniforme : tantôt produit d'une réflexion consciente du capitalisme, tantôt s'inscrivant dans une longue phase de développement où la part du calcul est réduite, visant à satisfaire des intérêts individuels à court terme ou au contraire les intérêts généraux et à long terme d'un système économique tout entier - indépendamment de la forme particulière prise par ses institutions - elle n'est pas non plus nécessairement utilisée par les mêmes adversaires.

En fait, une lutte ouvrière, dans la mesure où elle n'est pas victorieuse, ne peut nécessairement qu'être profitable à la classe dominante, d'une manière ou d'une autre. Et dans la mesure où aucune lutte ouvrière n'est absolument victorieuse tant qu'elle ne s'est pas généralisée au point de renverser le système d'exploitation de l'homme par l'homme dans son ensemble, ou, en d'autres termes, tant que ne s'est pas produite ce qu'on appelle la Révolution prolétarienne, mondiale, la vraie, toutes les luttes ouvrières profitent en fin de compte au capital. Les exemples ne manquent pas, puisqu'il en est autant que de cas de luttes. Quelques-uns illustreront parfaitement ce point, sans qu'il soit besoin de faire mention des cas extrêmes décrits ci-dessus. La grève des ouvriers d'une entreprise isolée ne profitera-t-elle pas aux concurrents de cette entreprise ? La magnifique révolution des ouvriers hongrois n'a-t-elle pas, en affaiblissant la position du capitalisme russe, renforcé celle de son collègue et ennemi américain ? Le soulèvement des ouvriers de Pétrograd et de Moscou n'a-t-il pas en dernière analyse été utilisé par les bolchéviks et - au-delà du phénomène relativement secondaire de la personnalité de ceux-ci - par les nécessités imposées par le développement du capital en Russie ? Les luttes qui marquèrent les années 1919 à 1921 n'ont-elles pas imposé à la bourgeoisie italienne de mettre Mussolini au pouvoir sous peine de disparaître ?

On pourrait penser que je veux tirer un bilan négatif, fataliste, de tout cela. Ce serait regarder les choses d'un oeil bien superficiel. Ce serait faire abstraction totale du mouvement qui anime la société, du perpétuel va-et-vient entre actions et réactions qui est le moteur des rapports qui existent entre les classes sociales antagonistes. Ce serait considérer que la solution apportée aux conflits par le capitalisme est arrêtée une fois pour toutes, et oublier que cette solution engendre à son tour une riposte de la classe ouvrière (que cette riposte soit immédiate comme celle des grévistes qui voient poindre les forces de répression à la porte de l'entreprise occupée, ou qu'il faille attendre la période qui sépare 1933 de 1953 pour voir réapparaître une lutte ouvrière de quelque ampleur en Allemagne, cela importe peu ici). En bref, le renversement du capitalisme ne résultera pas d'une somme de "bonnes" luttes ouvrières supérieure à celle des luttes "mauvaises" ou vaincues, comme le voudrait un simplisme manichéiste qui n'est pas répandu que chez les groupuscules léninistes, mais il sera le terme explosif d'un ensemble extrêmement complexe de phénomènes agissant les uns sur les autres. S'il n'est pas de victoire absolue de la classe ouvrière (ou du capitalisme), il n'est pas non plus de défaite absolue : ce sont des notions tout à fait étrangères à la lutte de classes.

Pour en revenir au propos initial, l'utilisation des luttes de la classe ouvrière pour des fins contraires à ses intérêts, on est de prime abord frappé de voir que le procédé a pris une extension à ce jour inégalée (qu'on me détrompe si ce n'est le cas). Et c'est sur cela que doit porter notre attention, lorsque nous tentons de contribuer à ce que la classe ouvrière se batte pour ses objectifs propres. La multiplication, au cours des derniers mois, de cas de ce genre, doit nous inviter à réfléchir sur la question suivante : ne s'agirait-il pas d'une nouvelle arme de lutte du capitalisme pour maintenir sa domination, arme dont l'usage pourrait se généraliser demain ? Cette réponse qui se présente en ordre dispersé pour tenter de résoudre des problèmes non moins dispersés, ne faut-on craindre de la voir systématisée par un pouvoir capitaliste plus omniprésent que jamais ? Ce n'est pas prophétiser que de vouloir attirer l'attention immédiatement sur ce danger qui menace à l'horizon des luttes ouvrières.

On en vient là à un autre point. On ne saurait trop insister sur le fait que, si tout ou partie de la classe dirigeante parvient à mener fructueusement des opérations du genre de celles qui sont décrites ci-dessus, c'est que leurs objectifs répondent globalement ou partiellement à un besoin réel des travailleurs en cause. En d'autres termes, il serait impossible à un patron de provoquer volontairement une grève chez ceux qui travaillent pour lui, si ces derniers ne sont pas sérieusement motivés. Dans les cas mentionnés plus haut, il est certain que les ouvriers de Transtec, de Sealand ou de U.C.S., vivant dans des régions où le chômage est ressenti de manière très aiguë, constituaient un terrain propice à de telles manœuvres ; il n'est pas moins évident que la grève dans un milieu d'employés traditionnellement hostiles à ce genre d'action n'aurait guère eu de succès s'il n'y avait eu un arrière-plan favorable (ou défavorable, comme on l'entendra) ; quant aux ouvriers du secteur pétrolier, ceux de la F.N., ceux de Cockerill dans les dernières semaines (voir dans les pages qui suivent), est-il quelqu'un d'assez fou, dans un secteur de pointe en particulier, pour rejeter la perspective de quelques jours de repos au frais de la princesse ?

Mais encore une fois, la chose n'est pas si simple. Il est inutile de redire combien vague et imprécise est la notion de "besoin". Répondre à un besoin, cela peut signifier viser à satisfaire une revendication matérielle aussi bien qu'un désir psychologique latent. En poussant les choses au maximum, on pourrait dire que, aidé par la classe ouvrière allemande dans son ascension au pouvoir, le parti national-socialiste "répondait à un besoin" de cette même classe ouvrière. Et rien ne serait en effet plus vrai que cette affirmation. Rien ne prouverait non plus avec autant de précision qu'il ne faut jamais en cette matière trancher abruptement en termes

ENCORE EN VENTE :

PROCHURE -	La grève des mineurs du Limbourg	20 francs
LIAISONS n°8 -	La Grande Grève de 1960-61	10 francs
LIAISONS n°21 -	La grève des dockers	20 francs

de "bien" ou de "mal", de "positif" ou de "négatif". Bien plus que des jugements-guillotine, que des exhaltations triomphantes ou que des faire-part de décès, ce sont des analyses aussi fidèles et approfondies que possible, faisant voir les avantages et les aléas d'une situation sociale donnée, qui peuvent être d'une certaine utilité à la classe ouvrière.

Je ne prétends pas d'apporter des réponses - d'ailleurs, en existe-t-il, dans la mesure où une réponse implique quelque chose de définitif ? - aux questions ainsi mises sur le tapis. Ce sera la discussion entre ceux qui sont concernés qui permettra le rassemblement de quelques éléments. Mais surtout, c'est le développement des luttes ouvrières qui répondra avec le plus de certitude à ces problèmes.

UN AVIS QUI NE DOIT PAS RESTER EN L'AIR.....!

+++++

SI ÇA POUVAIT
ARRIVER

FRANCE. Pour appuyer une demande de revalorisation de leurs salaires, les ouvriers des Forges et estampages de la Vence à Charleville-Mézières avaient, depuis plusieurs mois, déclenché des grèves tournantes, mais ils n'avaient pas pour autant obtenu satisfaction.

Une nouvelle entrevue entre la direction et les délégués syndicaux a eu lieu mercredi 13 septembre 72. Les ouvriers cessèrent le travail et, groupés dans le bureau où se tenait la réunion, firent connaître au directeur et à leurs délégués qu'ils ne les laisseraient

sortir qu'après la signature d'un accord. A midi, les "captifs" durent se contenter d'un repas froid fourni par les manifestants.

Dans l'après-midi, le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. tenta de raisonner les ouvriers afin qu'ils permettent aux négociations de se dérouler dans des conditions plus normales, mais ce fut en vain.

Le blocus ne fut levé qu'à 21 heures, après signature d'un accord apportant aux ouvriers l'augmentation horaire de 50 centimes jusqu'alors refusée par la direction.

PLUS SOUVENT !



LA SERIE CONTINUE :

DEFRAITEUR

Depuis le 25 septembre, c'est au tour des ouvriers de l'usine textile Defraiteur (usines à Dison, Hauset et, dans la Flandres, Meulebeke) d'occuper leur entreprise. Une fois de plus, c'est le patron qui mène la danse.

Inutile de revenir sur l'opinion que nous avons d'un tel mouvement. Ce qui a été dit dans les pages précédentes sur Salée, sur Transtec, sur Sealand, vaut ici aussi. Il suffira donc de décrire le cadre dans lequel se déroule le mouvement.

Depuis deux ans, les patrons, Defraiteur et fils, appuyés par les parlementaires de la région verviétoise, réclament sans discontinuer une aide des pouvoirs publics (60 millions, d'après leurs propres estimations) pour sortir l'entreprise de sa situation financière peu brillante. Sans résultat.

Ils décident donc de licencier les employés. La réaction des 125 ouvriers

et employés, délégués syndicaux en tête, est d'occuper pacifiquement l'entreprise, avec l'accord des patrons. Seul le siège de Dison, semble-t-il, est occupé. L'objet du mouvement : un soutien total à la quête de subsides des patrons. Depuis le déclenchement de la grève, ce ne sont que déclarations de soutien, prises de position, promesses d'intervention, où l'on trouve les patrons, les délégués, les parlementaires, les élus locaux, les bonzes syndicaux de la F.G.T.B. et de la C.S.C., et les... ouvriers, unis et réclamant en chœur l'octroi de crédits de la part de l'Etat et de la S.N.C.I. Certains mettent même en avant une "solution" du type Val Saint-Lambert - ce qui revient à dire une nationalisation ; car tout le monde sait bien que l'Etat est un patron qui n'exploite pas ses ouvriers.

Mais ici aussi, les ouvriers ont une raison bien concrète de soutenir le vieil ennemi de classe : dans la région de Verviers, touchée autant (sinon plus) par la crise de l'industrie lainière traditionnelle que la région liégeoise par la fermeture des charbonnages, la perte de l'emploi équivaut le plus souvent au chômage pendant des mois ou des années.

MOINS QUE JAMAIS PLUS QUE JAMAIS

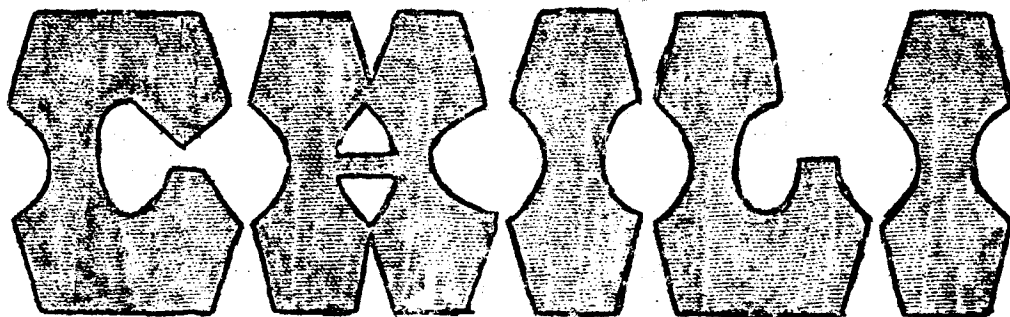
L'INFORMATION OUVRIÈRE

N'A DE SENS QUE PAR UNE

CRITIQUE PERMANENTE.

LIAISONS est l'organe d'une chapelle politique.

Les camarades qui sont impliqués dans l'une des luttes relatées, ceux qui se sentent concernés par elles, doivent nous écrire pour nous dire les inexactitudes qu'ils auraient relevées, les objections et les avis qu'ils auraient à formuler sur les compte-rendus de ces luttes.



CE N'EST PAS dans le genre des camarades qui écrivent dans LIAISONS de faire des discours sur la politique internationale, ou des articles qui passent leur temps à démonter la mystification que constituent les régimes soi-disant "socialistes". C'est ici, chez nous, que combat la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions de vie (et donc pour l'abolition de son exploitation) et les modèles que certains lui proposent lui importent peu dans la lutte (ceci n'est pas un vœu, mais une constatation basée sur

l'observation de la réalité de l'autonomie ouvrière). D'ailleurs, les agissements des tenants de ces régimes suffiraient à en dégoûter les travailleurs.

C E P E N D A N T, cela vaut la peine de dire deux mots sur le coup d'État qui vient d'ensanglanter le Chili, car nous voyons se dresser un beau front uni, du bourgeois démocrate au gauchiste, pour pleurer la mort d'Allende et déplorer l'"illégalité" du putsch. Passons sur le fait que, pour beaucoup, il s'agit de larmes de crocodile, et rien d'autre. Passons sur l'hypocrisie de certains (les bourgeois démocrates) qui ont fermé les yeux sur l'intervention des gendarmes dans la grève des dockers, ou de certains autres qui ont applaudi le massacre des ouvriers hongrois en 56, et qui dénoncent aujourd'hui l'extermination de la gauche chilienne.

D E M A N D O N S - N O U S plutôt pourquoi tous ces gens ont oublié (l'ont-ils d'ailleurs jamais su, ou y ont-ils jamais fait attention ?) que les mineurs du cuivre et bien d'autres secteurs du prolétariat chilien ont lutté pendant des mois contre Allende et les mesures d'"économique", d'"austérité", les "restrictions" qu'il prétendait leur imposer, en bon gouvernant d'un pays capitaliste. Demandons-nous pourquoi ces gens n'ont jamais pris la peine de réfléchir que la réalité que cachent tous les beaux discours, sur le rôle réel que peuvent jouer un Allende, ou un Lénine, ou un Mussolini, ou un Castro, ou un Leburton, ou un Nixon, ou n'importe quel autre fossoyeur du prolétariat : perpétuer sous une forme ou une autre l'exploitation de l'homme par l'homme. Demandons-nous si le chœur bêlant des pleureuses du régime d'Allende profite à la classe ouvrière, si l'on sait que les hommes de ce régime s'opposèrent plus d'une fois à la prise en mains ("illégal", disaient-ils) des usines par les producteurs...

L E P R O L É T A R I A T, dans la lutte pour son émancipation, n'aura que faire de la raison d'État. L'espoir, pour la classe ouvrière chilienne, réside désormais dans ce que déclarait un travailleur de Santiago à un journaliste :

"J'ai déchiré ma carte du Parti. Notre socialisme n'a pas été battu, ce sont les réformistes bourgeois qui ont perdu. Allende était un poltron, il aurait dû nous donner des armes, à nous les ouvriers. Nous ne croyons plus dans nos dirigeants, qui étaient des bourgeois, avec des idées bourgeoises : ils ne sortaient pas de la classe ouvrière et quand la violence s'est abattue sur le Chili, ils se sont réfugiés dans des ambassades pendant que les ouvriers recevaient les coups.

Il leur fallait des voitures en service pour faire leur révolution et ils oubliaient que nous avions, nous, besoin d'ambulances dans nos banlieues."

Ainsi, le coup d'état fasciste aura peut-être un résultat positif : les ouvriers chiliens sauront que, comme tous leurs frères du monde entier, ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leurs propres capacités d'organisation et de décision, pour abolir le système qui les exploite.

.....

GRAND R E F E R L I A I S O N S

Certains d'entre nous (cest-à-dire ceux qui croient que la classe ouvrière peut se débrouiller seule, sans la férule d'une prétendue "avant-garde") dans les circonstances qui la concernent directement) distinguaient les maoïstes et "marxistes-léninistes" apparentés des communistes, anarcho-syndicalistes et autres trotskystes, pour la critique virulente et, semblait-il, définitive qu'ils faisaient au syndicalisme. Comme nous, ils disaient considérer le mouvement syndical comme irrémédiablement au service du capitalisme et, au contraire des autres groupuscules, ils jugeaient vain de tenter de renouveler les anciens syndicats ou de tenter d'en créer de nouveaux et bien révolutionnaires.

C'était oublier que l'histoire tout entière du léninisme et de ses succédanés n'est qu'une longue suite de louvoiements, de contradictions, de reculs, motivés par des raisons d'ordre "tactique" ou "stratégique" ou encore, bien souvent, par des considérations bien plus sordides. Les maos, à l'image de la Chine soi-disant communiste, n'ont pas fait exception à la règle. L'une après l'autre, les diverses ethnies qui revendiquent la "juste ligne" exprimée par les pensées du Pape Mao, abandonnent la critique acerbe qu'elles adressaient aux délégation et aux bureaucrates syndicaux, pour se ranger platement au côté du P.C. rose et des sectes trotskystes. Et la vieille rengaine des "bons" et des "mauvais" délégués s'élève, mystifiante et lénifiante, couvrant les voix des ouvriers en lutte, les voix de ceux à qui l'exploitation quotidienne a appris une tout autre réalité.

UNITÉ OUVRIÈRE est un groupe qui commence à peine à sévir en Wallonie, mais dont l'homologue flamand ARBEIDERSUNIE est assez connu dans le nord du pays. Il est en effet l'un des résidus du groupe FORCE DES MINEURS (MIJNWERKERS-MACHT) qui se signala en son temps (la grève des mineurs de 1970) par une dénonciation sans appel des syndicats. Ça, c'était le passé ; aujourd'hui, par contre, Unité Ouvrière publie une brochure (qui, soit dit en passant, a l'air de s'adresser à des malades mentaux, si l'on en juge par le style "petit-nègre" qu'on y utilise), datée du 23 mai, intitulée "Pour un Syndicalisme Rouge", et faisant l'apologie du "syndicalisme révolutionnaire" opposé au "mauvais syndicalisme" qui soutient la bourgeoisie. Comme on vous le dit ! Pas de commentaires.

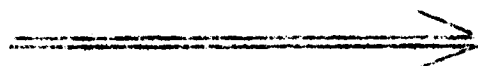
E N D U M

Le même groupe, dans le numéro 7 de son journal, daté du 1er septembre, publie, en plus de fadaïses du même genre, un article sur la LIP où tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, y compris la C.F.D.T., dont le rôle n'est pas le moins du monde dénoncé ; pas un mot sur la place occupée par cette lutte plus ou moins ouvrière dans la stratégie "autogestionnaire" et néo-capitaliste de ce syndicat.

Mais c'est l'UNION DES COMMUNISTES (Marxistes-Léninistes) DE BELGIQUE, EX-TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS, qui remporte la palme. Eux que l'on voyait se précipiter comme des mouches sur une merde dès l'annonce du moindre mouvement dans une usine, pour en agonir d'injures la délégation syndicale, on les a vu faire volte-face d'une manière pour le moins inattendue, dans les conflits qui ont marqué la région liégeoise (voir ci-après). Le journal La Wallonie n'a pas manqué de sauter sur l'occasion dans son édition du 12 septembre ; nous non plus :

"... un fait plutôt rare : mardi matin, les marxistes-léninistes distribuaient un tract dans lequel ils reconnaissent avoir eu tort d'avoir essayé de discréditer des délégués qui ont pris aujourd'hui la tête d'un mouvement de lutte de cette ampleur. Notre attitude, écrivent ils, était la nature à diviser le front des travailleurs, ce qui constitue toujours une faute." !!!!!!!

On croirait rêver. Mais un tract distribué par ce groupuscule à la même époque ne laisse aucun doute à ce sujet. Il y est question, non seulement de la F.N., mais aussi de Cockerill ; la C.S.C. y est dénoncée pour son refus de participer à la grève - sous-entendu on soutient la F.G.T.B. ! C'est trop demander à ces crétins-aspirants-dirigeants des ouvriers, que de se rendre compte que ceux-ci se foutent comme de leur première chemise d'un mouvement qui a été lancé au-dessus de leurs têtes. C'est trop leur demander que de réfléchir à ce que beaucoup d'ouvriers murmurent, à savoir que la F.G.T.B., de coutume peu empressée à déclencher une lutte, s'attaque pour l'instant aux deux grands bastions de la Société Générale dans la région liégeoise, que la même Générale est le principal soutien du P.S.C.-C.V.P. et que, justement, comme par hasard, certaines dissensions se sont fait jour dans les derniers temps, entre les "partenaires gouvernementaux", pour dire comme dans les journaux sérieux. Ces maos ne sont même pas de dignes émules des partis communistes qui, avant la guerre, étaient astreints à toutes sortes de pirouettes casuistiques pour s'adapter aux virevoltes de "leur" Staline.



LIAISONS, toujours à la page et ne reculant devant aucun sacrifice pour plaire à ses lecteurs, lance ce mois (?) un grand référendum, introduit par les lignes qui précèdent. Remplissez le questionnaire ci-dessous, découpez-le en suivant le pointillé, et renvoyez-le nous. Le port ne sera pas payé par le destinataire, car il est fauché. La première réponse recevra un petit Mao en peluche.



GRAND RÉFÉRENDUM "LIAISONS" - OCTOBRE 1973

Entourez la lettre
correspondant à
votre choix

1. Les maoïstes soutiennent maintenant les syndicats, parce que
 - a. Chou-en-Lai leur a dit que c'était bien
 - b. Notre-Dame des Maos est apparue à leurs dirigeants
 - c. Ils sont bêtes
 - d. Le virus de la léninite sera très répandu cet hiver
 - e. Ce sont de mauvais dirigeants
 - f. C'est la Libre Belgique qui les a payés, car, du fait qu'ils appuient le syndicalisme, ils le discréditent.
 - g. Il fallait des remplaçants aux trotskistes (vraiment trop déphasés)

2. Mon (mes) groupe(s) maoïste(s) préféré(s) est (sont) :

a. L'UCMLEXYZTPT°);+K)spfff	g. Le Vatican
b. UNITÉ (OUVRIÈRE ?)	h. Le K.G.B. et le P.C.U.S.
c. ORDRE NOUVEAU	i. La F.G.T.B.
d. La F. .B.	j. La C.S.C.
e. La C.I.A.	k. Moi-même
f. La Parole aux Cons	l. La Classe Ouvrière

3. Je suis (comme ça on va enfin savoir qui nous lit !) :

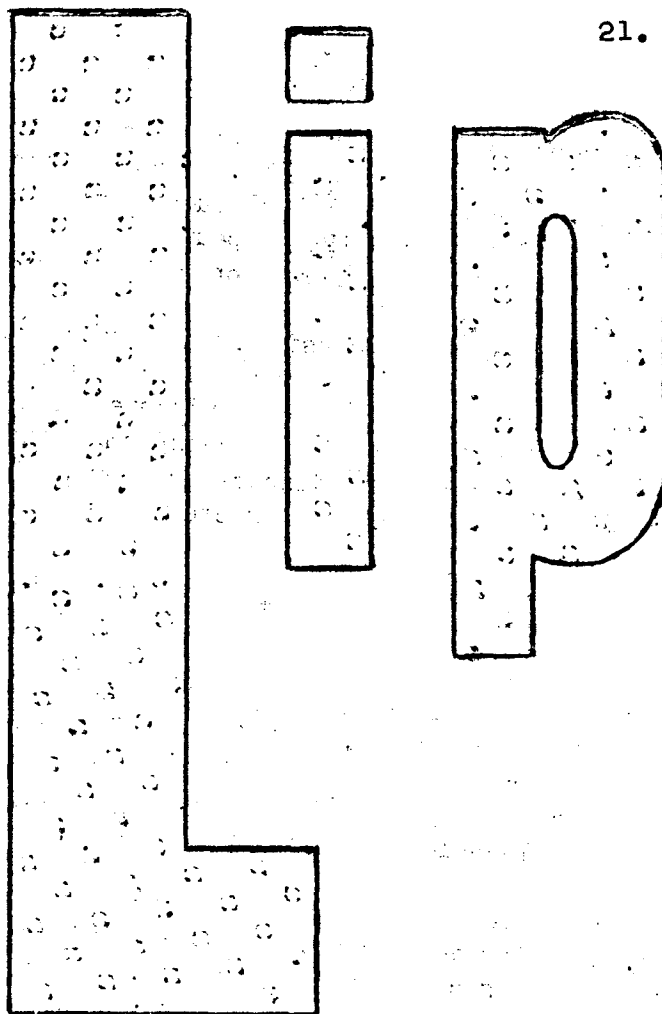
a. Un flic	c. Un ouvrier
b. Un maoïste	d. Un patron

LES PRINCIPES DU COMMERCE
JUSTIFIENT LA COMMERCIALISATION
DES PRINCIPES



Cet article, comme l'indique le camarade français qui l'a écrit, est une sorte de canevas de discussion devant faciliter le travail pour une brochure sur LIP, brochure actuellement en préparation. Il est donc très schématique, et on n'y trouvera que peu de faits et de références.

Nous préférons donc un texte un peu aride à un article incomplet sur un sujet aussi complexe. Ce sera le rôle de la brochure d'analyser le conflit LIP de manière détaillée.



LIP n'est qu'un des multiples conflits qui marquent la concentration du capital. En France, la persistance de secteurs anciens, d'entreprises familiales, d'usines modernes comme LIP, mais n'utilisant pas la production en grande série, rend ces conflits plus fréquents et plus aigus : limités à un secteur, à une usine, ils conduisent inévitablement à un aménagement du capital ; toutes les idéologies réformistes peuvent s'y développer.

Dans la Franche-Comté catholique, pilier de l'horlogerie artisanale, les travailleurs de LIP, la plupart catholiques, bons ouvriers, croient à l'image de marque de LIP. LIP paie bien, garde son personnel qualifié, construit une usine moderne. Au paternalisme de Fred Lip répond une mentalité "petite-bourgeoise" de travailleurs un peu privilégiés dans une ville de province ("les Lip, des feignants", déclare la "voix populaire" à Besançon).

Les échecs de Lip patron individuel, les manœuvres du trust suisse Ebauche S.A. qui a racheté l'affaire pour l'intégrer à moindre frais dans son empire industriel, tout cela est interprété comme une "mauvaise gestion". Les militants C.F.D.T. (tous issus de l'Action Catholique Ouvrière - mouvement catholique militant et progressiste - une partie membres du P.S.U.) n'ont aucun mal à faire épouser aux travailleurs de LIP le combat pour

"garder l'entreprise", y compris avec les expédients divers de Fred Lip (armement, décolletage, mécanique, etc. - tout ce dont veut se débarrasser Ebauche S.A.). Ils n'ont aucun mal à plaquer sur la lutte toute l'idéologie autogestionnaire : à travers LIP, on peut voir se dessiner les traits d'une gestion du capital par les syndicats contrôlant des conseils ouvriers.

Ce sont les tentatives de transformer LIP pour l'intégrer dans le capitalisme le plus moderne qui, depuis des années, ont forgé la combattivité des travailleurs (et non pas, comme on le présente, l'action des militants). C'est cette même résistance à ces transformations qui a acculé le trust suisse aux grands moyens : faire disparaître par la faillite l'entreprise pour récupérer à moindres frais le seul secteur horloger.

+ + + + +

Les travailleurs de LIP ne se résignent pas à être des ouvriers quelconques qu'on licencie à volonté. Leur idéalisme "petit-bougeois" de "privilegiés" les fait passer par une détermination naturelle dans le matérialisme de la lutte de classe la plus immédiate : cela répond au passage brutal du paternalisme aux implacables impératifs du profit.

Pour ces travailleurs, la lutte, ce n'est pas de grands mots : pas de licenciements, maintien de l'ensemble des conditions de travail. A partir d'avril 73, les manoeuvres du trust Ebauche S.A. deviennent de plus en plus confuses ; les formes de luttes qui y répondent sont les formes syndicales traditionnelles : grève perlée (rebaptisée pour la circonstance "contrôle des cadences") pour culminer le 24 mai dans une manifestation "régionale" à Besançon : 5000 manifestants, maire socialiste en tête, etc... Simplement, la volonté de lutte s'affirme déjà : les cadences sont effectivement réduites de 50%, et la participation à la manifestation est massive.

Mais ces formes traditionnelles n'apportent rien. Les luttes vont se déplacer dans une dialectique syndicat-base, dans laquelle la "pression de la base", la lutte de classe va imposer aux délégués et aux sections syndicales de LIP de "couvrir" des actions de plus en plus illégales et inhabituelles :

+++++++ Début juin, trois directeurs sont contraints de partir à Paris chercher des informations : un seul revient avec deux administrateurs à une réunion du comité d'entreprise le 12 juin. Fait important : un délégué informe, de la salle de réunion, les travailleurs réunis dehors et qui ne veulent pas attendre. Menace de dépôt de bilan et d'arrêt de paiement des salaires. Alors, la salle du conseil d'entreprise est envahie, les administrateurs séquestrés ; leurs serviettes fouillées livrent un plan de licenciements et de blocage des salaires. Les administrateurs restent séquestrés.

+++++++ Les flics font le siège de l'usine. Les ouvriers se préparent à la bataille, accumulent des matériaux. Mais les délégués syndicaux, essentiellement C.F.D.T., prêchent la "non-violence". Les flics délivrent les prisonniers. Une explosion tardive et inutile : la colonne de flics est lapidée sur la route. L'usine reste occupée.

+++++++ Face à une situation de force violente qui s'affirmait et qu'ils ont désamorcée, les délégués doivent trouver autre chose, sous peine de perdre la face et tout contrôle de la lutte : "séquestres" des montres à la place des patrons (50.000 pour 10 millions de francs - ⌘). La violence contre l'ordre public contre une opération pacifique. Mais entre la "séquestration" pensée par les dirigeants syndicaux comme atout de négociation et celle pensée par les travailleurs comme argent pour la paie, il y a un fossé. Et, pour fuir une illégalité, la violence contre l'ordre public, ces dirigeants couvrent une opération plus grave contre l'ordre social : le vol de marchandises ; c'est moins habituel et plus sévèrement réprimé que "cogner" les flics. Le vocabulaire des communiqués syndicaux masque cette réalité.

+++++++ Une nouvelle manifestation de masse à Besançon, le 15 juin, n'est que la répétition de la précédente, malgré la participation de 15.000 personnes et quelques bagarres dans la nuit. "Comment continuer la lutte", se demandent les délégués qui, maintes fois, ont fait dévier l'escalade naturelle des affrontements. Il va falloir du fric pour tenir : l'idée de tous est de vendre les montres volées. Cette fois, c'est de nouveau l'illégalité que les délégués refusent. Fabriquer des montres pour les vendre : idée lancée par hasard et reprise en désespoir de cause. "Personne n'y croit", dit un gréviste. Adopté à l'assemblée générale du 18 juin. Le lendemain matin, il y a déjà une queue d'une centaine d'acheteurs. Cette nouvelle forme de solidarité déborde les organisateurs syndicaux, qui doivent fermer l'usine les 23 et 24 juin pour "réorganisation". Déjà, les demandes affluent de la France entière. Les montres sont fabriquées avec des pièces volées sur le matériel de l'usine : il n'y aura qu'une quarantaine d'ouvriers au travail et, sporadiquement, suivant les besoins, quelques secteurs très limités (écrans, etc...). L'immense poussée de la solidarité extérieure donne une dimension extraordinaire à cette opération et à tout le conflit LIP. Les délégués syndicaux, les confédérations, sont prisonniers à la fois de la détermination des travailleurs ^{de LIP} et de celle des autres travailleurs. Une sorte de réseau autonome de lutte se tisse ainsi, à leur insu, à travers les décisions qu'ils ont prises pour échapper à la réalité de l'affrontement social. Le 15 août, quand les flics réoccuperont l'usine, la vente des montres atteint près d'un milliard d'anciens francs (⌘). C'est du fric volé aux patrons (la part du travail ajouté - montage et commercialisation - est très réduite).

+++++++ Que faire de ce fric ? Question que les délégués voudraient bien éluder. Trésor de guerre, disent-ils ; début juillet, ils déclarent même qu'ils le reverseront à la direction si... Pour les travailleurs de

⌘ Environ 85 millions de francs belges.

Les bonnes adresses de Tante Liaisons :

.....
DAAD EN GEDACHTE, Corn. Gutshoornstraat 1', AMSTERDAM-W., Pays-Bas.
SOLIDARITY : 123, Lathom Road, LONDON E6, Grande-Bretagne.

LIP, c'est leur fric, c'est leur paie de grève. Ce problème, écarté fin juin (le syndicat paie les congés payés, pris en juillet), se repose fin juillet (le syndicat refuse de payer les salaires après le 12 juin) : c'est la première paie "sauvage" - 2 millions. Deux autres suivront. Et fin septembre, il y a encore de quoi faire deux autres paies (*).

Si l'on regarde ces faits, non plus du point de vue du droit capitaliste, mais de celui de la lutte de classe, la vente des montres représente deux faits essentiels pour les luttes en France :

===== les travailleurs ont trouvé un moyen de tenir leur grève en se payant par leur propre activité collective, c'est-à-dire d'agir au lieu d'attendre pour résoudre un problème matériel important de leur lutte.

===== ce faisant, et sans le vouloir, ils ont ouvert l'usine et brisé l'isolement de la lutte dans l'usine. Quels qu'en soient les motifs, en près de deux mois, des milliers et des milliers d'autres travailleurs sont entrés

Une camarade, qui, comme l'auteur de ces lignes, s'est rendue sur place, à Besançon, a écrit le récit de la grande manifestation qui s'est tenue dans cette ville le 29 septembre. Ce récit paraîtra, si tout va bien, dans le prochain numéro.

chez LIP, venus de partout, discutant, visitant, assistant aux assemblées générales, etc., dans la liberté la plus totale. Et cela, ce ne sont pas les intentions qui l'ont amené, c'est le simple fait matériel de la vente des montres motivée par la nécessité d'avoir du fric pour tenir. Les faits matériels ont balayé les barrières idéologiques.

+ + + + +

C'est précisément cette situation qui devenait intenable pour le capital. La reprise de l'usine par les flics était inévitable. Mais le 14 août et dans les jours qui suivirent, il n'y eut finalement que peu de réactions : l'encadrement syndical joua à plein ; mais cette fois, il n'y avait pas d'échappatoires ; la violence désamorcée, les grèves de solidarité devinrent sporadiques. La seule issue aurait été un mouvement autonome de lutte qui se serait généralisé dès l'attaque de l'usine. Cela montre les limites de la solidarité et des répercussions du conflit de LIP parmi les travailleurs en France (on peut rapprocher, par exemple, des grèves anglaises de 1972). L'intervention des flics et l'inaction des autres travailleurs, cela a fait brutalement retomber le rapport de force. Sans doute les ouvriers de LIP ont-ils saboté les machines, volé des documents et suffisamment de pièces et de machines pour continuer à fabriquer des montres. Mais tout se trouve brutalement ramené dans le cadre des discussions syndicales. Sans doute les ouvriers gardent-ils un contrôle étroit sur ces discussions (jusqu'à 80 grévistes assistent aux discussions Giraud-syndicats à Arc et Senans). Sans doute peuvent-ils tenir encore plus de deux mois financièrement. La manifestation du 29 septembre, pour impressionnante qu'elle ait été, ne change rien à ce rapport de forces. Et dans l'offensive syndicale d'automne, LIP risque de n'être plus qu'une lutte parmi d'autres. D'une certaine manière, la lutte de LIP s'est terminée le 14 août.

(LA SUITE EN PAGE 29)

La rentrée de septembre a été marquée, dans tous les pays d'Europe, par une reprise vigoureuse des luttes ouvrières. La raison première en est évidemment la hausse fantastique du coût de la vie subie par tous ; pas besoin de s'étendre là-dessus, les organes d'information traditionnels y ayant abondamment pourvu. Nous ne ferons pas non plus le détail des nombreux mouvements qui ont déjà secoué la Belgique dans tous les secteurs sociaux, soit parce que nous n'avons pas d'informations de première main (on ne peut pas tout avoir !), soit parce qu'il n'y a rien de spécial à dire sur certaines de ces grèves, soit encore parce que la radio et la presse en ont longuement parlé.

COCKERILL
MINES
F.N.

GRÈVES

Il reste cependant quelque chose à dire. Et tout d'abord la grève qui paralyse la F.N. depuis la soirée du lundi 3 septembre : tout le monde est tombé le cul par terre lorsqu'on a appris que les syndicats, au sommet, la main dans la main, avaient décidé et lancé le mouvement.

La première réaction est donc la suspicion ; celle-ci se voit fondée par des discussions avec des travailleurs de la F.N. Eux aussi, ils n'en revenaient pas de voir "leurs" bureaucrates à la tête du mouvement. Avant les vacances, on s'en souvient, c'était plutôt le contraire qui se passait : il s'agissait pour les Centrales d'isoler les ouvriers d'un secteur à l'autre, de multiplier les manoeuvres pour les faire reprendre le travail, etc... Aujourd'hui, les bureaucrates sont au piquet, ainsi que les délégués, haranguant, promettant, menaçant, bref, jouant à la lutte dure.

Les ouvriers (et ouvrières), comme certains d'entre eux et elles nous l'ont confirmé, se sont trouvés face à un mouvement décidé d'en haut, sans avoir au préalable exprimé la volonté de faire grève à ce moment. Mais c'est un fait qu'une insatisfaction générale (due à l'augmentation du coût de la vie et à des problèmes particuliers à la F.N., comme les salaires qui ne sont pas au niveau des rémunérations payées dans la région) existait depuis longtemps au sein du personnel de cette entreprise : les syndicats ont choisi le bon moment pour que leur initiative soit suivie.

Les piquets sont même plutôt inutiles, vu que tout le monde est content de profiter de l'occasion (à propos, on comptait 10 syndicalistes pour un ouvrier au piquet). Mais pourquoi diable le syndicat a-t-il décidé la grève par-dessus la tête des travailleurs, sans leur demander leur avis, et seulement maintenant, tandis que ces mêmes travailleurs se battaient pour ces revendications déjà avant les vacances ?

Serait-ce que le syndicat a maintenant décidé de prendre la défense des ouvriers ? Il faut dire qu'il nous semble vraiment étrange que, au moment où

la grève a été déclenchée, le gouvernement a été secoué par une de ces petites bagarr es entre P.S.B. et P.S.C. qui font le charme de cette législation. Et le P.S.C., c'est (surtout) la Société Générale. Et l'une des grandes entreprises de la S.G., c'est la F.N. "Bizarrré", disent certains.

Et puis voilà que, comme pour confirmer leurs soupçons, la F.G.T.B. déclenche le 17 septembre une grève à Cockerill : 16.000 grévistes dans le bastion de la même Générale. Ici aussi, la réaction est d'incrédulité ; les ouvriers vont au travail, pensant que c'est un poisson d'avril anticipé. Il y en a cependant 300 (plus les 500 en chômage technique) qui ne se rendent pas au boulot : ce sont les travailleurs des hauts-fourneaux de l'ex-Espérance-Longdoz, à Seraing, qui, eux, sont en grève sauvage depuis le 3 septembre. Pensez-vous que les syndicats allaient reconnaître leur mouvement du même coup, et le faire connaître à l'extérieur ? Ce serait méconnaître les subtilités obscures qui inspirent la politique des bureaucrates syndicaux. Mais les gars des hauts-fourneaux de l'Espérance n'en ont rien à foutre, de ces subtilités, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils digèrent assez mal la pilule.

Autre point obscur : le refus de la C.S.C. de participer au mouvement à Cockerill. La réponse ne nous sera jamais connue ; on la trouvera sans doute au niveau des petits coups de téléphone entre bureaucrates, patrons et politiciens, au niveau des "conversations de couloir", ou au niveau des parlottes dans les restaurants chics du pays.

Notons cependant que l'hypothèse du déclenchement de la grève par les syndicats par suite de conflits au niveau politique, cette hypothèse n'est pas la seule. Le mécontentement étant grand parmi les ouvriers, il n'est pas non plus impossible que les syndicats aient voulu lancer un mouvement contrôlé par eux-mêmes, avant que n'éclate une vraie grève qui aurait remis leur pouvoir en question. Ce n'est pas la première fois qu'ils auraient désamorcé de la sorte la colère des travailleurs. Il est même possible que les deux facteurs soient intervenus ensemble dans la décision, qui sait ?

Le 1er octobre, les syndicats trouvent qu'on a assez fait joujou avec la grève, et se ramènent avec un accord à la F.N. C'est l'occasion pour les ouvriers de leur foutre un pied au cul de taille, 1623 "non" contre 1426 "oui", manière de dire "faudrait pas exagérer quand on se paie notre gueule".

Quelques jours auparavant, le 24 septembre, les syndicats avaient tenté le même coup à Cockerill. Là, le pied au cul avait aussi été de taille, mais sur une fesse différente : seulement 4400 travailleurs environ (5000 selon d'autres sources), sur un total de 16.000 se fatiguent à répondre au référendum-bidon sur la poursuite de cette grève non moins bidon, et une majorité de 54 % d'entre eux votent pour la grève. Les bureaucrates, qui sentent leur pouvoir leur filer entre les doigts, décident précipitamment la reprise, en trafiquant les chiffres au passage (exigence de 60% des voix - et non 66%, pour une fois - en faveur de la grève, refus de considérer un vote intervenu le 22 à Ougrée, parce qu'il leur était défavorable et sous prétexte qu'il n'était "pas démocratique" !) Tous, sauf quelques-uns, reprennent dans l'indifférence.

L'indifférence aux mots d'ordre et aux décisions, c'est bien là l'une des façons qu'a la classe ouvrière de manifester son opposition aux dirigeants. C'est un des aspects qu'a pris la crise syndicale, tant de fois évoquée dans les pages de ce bulletin. Mais cette crise ne se manifeste pas qu'à l'extérieur des organisations. La fermentation interne va se développant aussi, en réponse à l'écart croissant entre syndicats et syndiqués. Il y a toute une couche d'apprentis-bureaucrates qui remettent en question l'allégeance des syndicats au patronat et au gouvernement ; ils voudraient, sinon qu'ils défendent les intérêts ouvriers (il ne faut pas trop demander tout de même), du moins qu'ils prennent moins ouvertement parti pour les exploités. Bref, ils voudraient une illusoire réforme à gauche des organisations dites ouvrières, en attendant d'avoir le cul sur le siège des bureaucrates et de renoncer à leurs beaux principes.

A la tête de ce mouvement "réformiste" interne, le Parti Communiste, la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs trotskyste, le Mouvement Populaire Wallon, certains secteurs de la C.G.S.P., etc... Parmi eux, ceux qui déclenchent l'occupation des Aciéries Thomas et L.D., le 25 septembre, contre l'ordre de reprise.

Nous, en apprenant cette occupation, on est tous contents : enfin des gars qui réagissent, qui prennent leur lutte en mains, sans se soucier des manœuvres que les syndicats prétendent toujours leur imposer. Et puis, on est obligés de déchanter dès le premier jour, en entendant interviewer l'un des délégués "rebelle" qui est à la tête de l'occupation : pour lui, il n'est pas question de combattre l'organisation syndicale, mais bien de la réformer et de faire en sorte qu'elle revienne vers la classe ouvrière. Ce qu'il veut, c'est un "syndicalisme de combat".

L'impression qu'on se trouve face à une faction syndicale, et non à un mouvement autonome anti-syndical, cette impression se confirme lorsqu'on apprend qui s'est mis à la tête de l'occupation : Louis Ghoir en personne, pilier du P.W.T., lui dont le secteur (l'Aciérie Thomas) est en général le dernier à partir en grève lorsqu'un mouvement sauvage s'étend à l'entreprise, lui qui fait respecter d'une manière plus draconienne que tout autre la fameuse "discipline syndicale" de la F.G.T.B., lui dont ^{je} pas hésité à taper sur la gueule de camarades de Cockerill qui distribuaient des tracts critiquant la délégation syndicale (une des plus pourries qui soit)

Et voilà que ce monsieur, "déclarant agir au nom de la L.R.T.", se dresse contre les bonzes de la Fédération des métallurgistes. Laissez-nous rire... et ne nous parlez pas de révolution !

Les bonzes, eux, ne riaient pas. C'était cette vieille crapule de Renard qui n'hésitait pas à dire, au moment où il prêchait en faveur de l'exclusion d'un délégué qui, en 60-61 et après, s'était opposé souvent et violemment aux directives venues du sommet : "Les hommes passent, les organisations restent". Belle mentalité pour un "socialiste" ! Quoi qu'il en soit, ce mot d'ordre est toujours vivace, et les dirigeants actuels ne se sont pas fait faute de le mettre en application, en excluant les 30 délégués "rebelle", et en "mettant les travailleurs en garde contre l'aventurisme".

// * les petits copains n'ont //

On ne badine pas avec la discipline, à la F.G.T.B. ! Et tant pis pour ses fidèles serviteurs ! Tant pis aussi pour ceux qui s'imaginent encore que les délégués doivent représenter les ouvriers, la base, et non les bureaucraties.

Les temps ont changé. Le fait est que personne ne s'est élevé contre le principe de cette exclusion, ni les ouvriers, qui savent très bien que les disputes entre délégués et bounzes ne sont pas leur problème, ni les délégués eux-mêmes, tant ils trouvent normal et inéluctable le rapport de dépendance qui les lie à la bureaucratie. Ils n'ont jamais représenté autre chose que le sommet, alors... Le 2^e octobre, ils décident la reprise après des négociations avec la Centrale ; on murmure que celle-ci a promis leur réintégration. La chose serait des plus cocasses si, se déroulant sur le dos de 16.000 travailleurs, elle n'était tragique.

SAVEZ-VOUS QU'UN DÉLÉGUÉ ÉLU SUR UNE LISTE DE LA F.G.T.B. DOIT SIGNER UNE LETTRE DE DÉMISSION NON DATÉE AVANT D'ÊTRE RECONNU PAR LA CENTRALE ?

La grève des charbonnages s'est faite remarquer, elle aussi, pendant le mois de septembre. Le charbonnage d'Argenteau, à Blégny-Trembleur, a démarré le 3 septembre sur des revendications salariales ; quelques jours auparavant, le 30 août, les mineurs de fond de Collard étaient partis en grève spontanée, réclamant une augmentation de 100 francs par jour. Et, finalement, ceux de l'Espérance Bonne-Fortune, à Saint Nicolas, les avaient imités le 6 septembre.

On n'a pas beaucoup d'informations sur ce qui s'est passé à Blégny, mais on peut dire qu'il s'agissait là d'une grève syndicale, tandis que les autres mines sont parties dans un mouvement sauvage, qui a connu des pointes assez dures de combativité et de critique des syndicats dans leur rôle d'amis du patron. Il faut dire que, dans ce cas-ci, les syndicats mêmes n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour avoir au moins l'apparence de donner un coup de main aux travailleurs, contrairement à ce qui se passe souvent dans d'autres secteurs : l'explication en est peut-être le fait que les charbonnages appartiennent à un secteur agonisant de l'économie et que, donc, on laisse plus facilement les ouvriers s'échauffer et gueuler ; après le défilement, on leur concède quelques miettes : le mouvement, de toute façon, n'aura pas coûté trop cher aux patrons, du moins si on le compare avec celui d'autres secteurs plus favorisés.

Nous avons tout de même assisté à quelques épisodes remarquables, comme la réaction des mineurs de Saint Nicolas qui, le 11 septembre, à la pause du matin, se payaient abondamment la gueule du délégué F.G.T.B. : celui-ci essayait de leur faire gober l'histoire d'une future augmentation (le charbonnage est, comme les autres de la région liégeoise, en-dessous des salaires payés dans d'autres régions) et de leur présenter comme "déocratique" le travail collectif à la taille (même salaire pour des quantités de charbon différentes, suivant les possibilités de chacun) ; les mineurs se rendaient bien compte qu'une pareille mesure, dans les circonstances actuelles, n'apporterait rien d'autre qu'une forme de contrôle réciproque qui ne profferait qu'au patron. Avec des arguments pareils, ce délégué essayait de faire reprendre le travail aux mineurs qui, apparemment, ne se laissent plus convaincre si facilement.

Quoi qu'il en soit, les fameuses "miettes" ont fonctionné, et les charbonnages ont repris le travail, Saint Nicolas d'abord, puis Argenteau le 24, Collard le 27. A Collard, la lutte a été plus dure, car la résistance aux propositions patronales est menée par un groupe de mineurs plus combattifs que les autres ; on a même assisté à une occupation du fond, ce qui n'est pas un mouvement très courant, car plutôt risqué (on se souviendra du fameux procès des mineurs tures qui avaient été accusés de porter atteinte à la sécurité en empêchant par leur occupation l'entretien de se faire). Encore maintenant, la situation reste très tendue dans ce charbonnage, et des assemblées houleuses ou des délégués rossés n'arrêtent pas de nous le rappeler presque tous les jours, même si la majorité des mineurs ne semble pas disposée à participer entièrement à cette recrudescence du combat.

L I P

- Suite de la page 24 -

Mais, même encore actuellement, comme tout au long de la lutte, la marge de manoeuvre des délégués et des syndicats est très étroite, parce que la détermination des travailleurs de LIP ne s'est pas affaiblie jusqu'à maintenant (et la venue de près de 100.000 manifestants de toute la France, le 29 septembre, à la marche de Besançon, n'a pu que la renforcer). Piaget (le principal délégué C.F.D.T., catholique, membre du P.S.U.) et la C.F.D.T. y jouent la carte du néo-réformisme syndical contre une C.G.T. prisonnière de ses schémas stricts capitalistes d'État. Il est difficile de démêler entre les différents organismes de la lutte : les sections C.G.T. et C.F.J.T. qui agissent toujours séparément, ne se rejoignant que dans les intersyndicales, le comité d'action constitué en mai par des volontaires activistes et auquel viennent se joindre des travailleurs de LIP selon les circonstances (de 10 à 100), les divers comités de défense extérieurs à l'usine, les Assemblées générales qui sont toujours aussi suivies (souvent 6 à 70) grévistes sur les 900 de Besançon, cadres non compris) quotidiennement, les différentes commissions de travail s'occupant des questions purement matérielles.

D'un côté, on peut souligner :

- que les syndicats gardent seuls les initiatives dans les discussions patronales comme dans les décisions de grève.
- que les assemblées générales sont souvent de simples récitals et qu'aucune discussion réelle n'y prend place.
- que rien n'est clair sur le rôle du comité d'action et sur ses conflits avec les sections syndicales (il tendrait à apparaître comme un comité de grève auquel on refuserait de reconnaître toute existence).

D'un autre côté, il est évident :

- que par leur participation et leur présence constante, les travailleurs de LIP rendent difficile toute possibilité d'accord qui ne leur garantirait pas les revendications de base : les manoeuvres habituelles sont pratiquement exclues, du moins jusqu'à présent.
- l'organisation active de la grève, avec tous ses prolongements (vol et planque des montres, fabrication et vente clandestine, maintien des activités après l'expulsion de l'usine, etc.), n'ont pu^{se} faire qu'à travers une initiative et une participation constante de la base, cette auto-organisation parallèle à l'organisation formelle. Des "chefs", même respectés, même près de la base, ne peuvent rien sans cela.

Comme dans ses autres aspects, sur ce plan, comme toute la lutte sous le capital, la grève de LIP présente maintes contradictions.

Mais on ne gagne rien à essayer de dissimuler tout ce qui est nouveau et positif chez LIP (et ce sont les choses simples exprimées dans les actions de chaque jour et non les idées qui le contiennent) si l'on se lance dans les grands thèmes idéologiques déversés de toutes parts sur ce qui n'est qu'une lutte parmi d'autres. Les travailleurs de LIP ne sont pas des "révolutionnaires", ni des apôtres de l'autogestion. L'immense majorité sont des travailleurs de province, pris dans leurs problèmes quotidiens, préoccupés du pavillon qu'ils ont fait construire et des difficultés avec leur mari et leurs enfants. Des ouvrières de chez LIP ne savent pas la différence entre C.G.T. et C.F.D.T., ignorent tout de l'autogestion et des autres grèves du même genre. Ce qu'elles vivent, c'est une sorte de merveilleux quotidien, mais qui s'insère directement sur le réel : la confiance, la solidarité, l'identité de leur sort, de leur lutte... Ce ne sont pas des idées, mais des faits. Tout cela et ce qui a été fait comme méthode de lutte est essentiel. Mais il n'y a jamais eu d'autogestion chez LIP - et personne n'en parle. Pas plus qu'il n'y a de discussions idéologiques. La confiance, au syndicat, à Piaget, elle durera autant que ce qu'elles veulent leur sera garanti : pas de licenciement, pas de modifications du statut.

Car c'est finalement ces deux choses simples qui ont soudé leur lutte et qui leur donnent cette détermination, qui gênent le plus le capital. Pas les palabres sur l'autogestion ou la réforme de l'entreprise. Le capital est tout près d'accepter des aménagements de structure, pourvu qu'il garde ses possibilités d'adaptation, donc de survie. Une lutte comme celle de LIP retarde la modernisation ; même non-victorieuse, elle oblige à des concessions qui signifient moins de plus-value accumulée, moins de profits. La lutte de classe, limitée à des objectifs de vie dans le système (et il ne peut en être autrement dans une lutte qui ne franchit pas ce stade limité) entraîne à terme une adaptation du capital. Cette adaptation, non seulement bouscule les objectifs initiaux, mais à son tour modèle de nouvelles formes de la lutte.

OÙ NOTRE ACTION SE SITUE

L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation et de leur oppression par le capitalisme sous sa forme privée ou d'état.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne. D'autre part, depuis toujours, le système par ventral n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'état.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent les détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, reproduisent la distinction entre dirigeants et dirigés et ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant pas les rapports de production.

Nous estimons quant à nous que l'avènement d'une société nouvelle sera l'œuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Ces organes sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble de leurs camarades.

Dans cette optique, LIAISONS se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaisons entre les travailleurs qui, à l'échelle régionale, nationale ou internationale, veulent coordonner leurs luttes. LIAISONS se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.